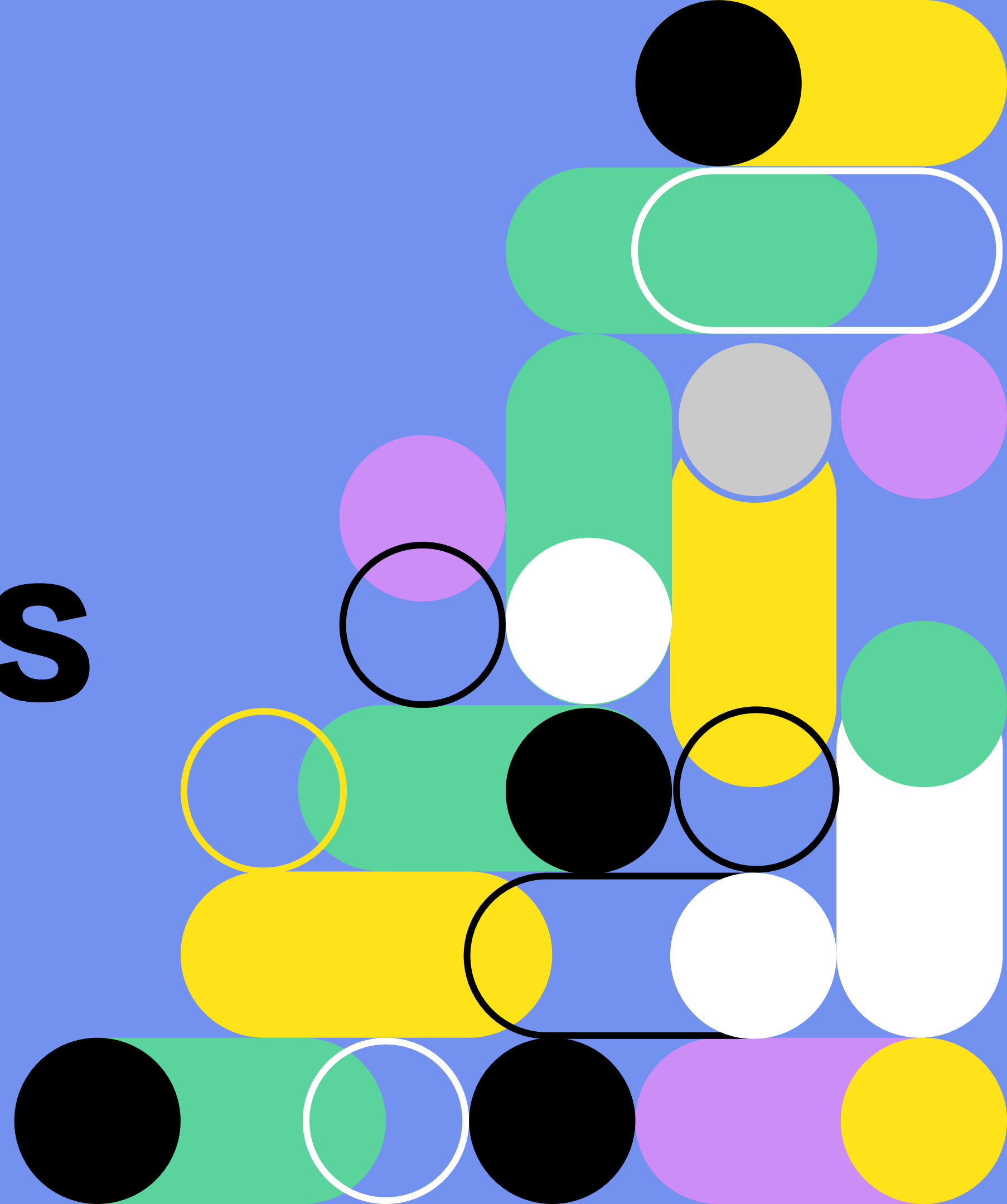


Voices for choices

L'Europe vieillit-elle
équitablement ?

2026 France – Rapport National



Remerciements



In partnership with



Fondazione
CARIPLO



Director: Adam Nyman

Project Coordinator: Julie Malaize

Project Assistant: Ana Boyadjieva

Project Advisor: Theofanis Exadaktylos

Authors: Debating Europe team

Design: Dorothee Louis

Friends of Europe supporting team: Nakoma Hartwig,
Francisco Lopez, Davide Sofia

Support and advice: Alessandra Cardaci, Jose Miguel Guzman
(President and Founder NoBrainerData), Sofia Hansen, Maria Karbowiak

Special thanks: Giles Merritt, Friends of Europe founder, and author of
Timebomb: When Ageing Explodes

Table des matières

03

Introduction

05

Méthodologie

06

France :
l'inquiétude en
matière de santé et
la quête de sécurité

07

Retraites : lassitude
face aux réformes et
confiance fragile

10

Logement : une
satisfaction relative
sous contrainte
économique

12

Santé : la
principale source
d'inquiétude

15

Se former face à
une démographie
en mutation

17

Le travail dans
une économie
vieillissante

20

Conclusion : une
génération en
quête de sécurité

Introduction

Le vieillissement de la population européenne n'est plus une tendance démographique lointaine. Il s'impose désormais comme l'une des grandes réalités politiques et économiques des prochaines décennies. Les jeunes générations, qui entrent aujourd'hui dans l'âge adulte, seront les premières et les plus fortement touchées par ses effets. D'ici 2050, l'Europe devrait compter 60 millions de retraités de plus qu'aujourd'hui, soutenus par une population active plus réduite et financés en grande partie par une jeune génération qui possède actuellement moins de 5 % du patrimoine du continent. Cette génération est déjà confrontée à des emplois précaires, des logements inabordables, des services publics sous tension et une confiance de plus en plus fragile dans la capacité des systèmes auxquels elle cotise à fonctionner encore pour elle à l'avenir.

Ce rapport aborde le vieillissement non pas seulement comme une question de pression budgétaire, mais comme une réalité politique vécue, à travers le regard de 2 000 jeunes Européens dans six pays : le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et l'Espagne. À Debating Europe, l'unité d'engagement citoyen de Friends of Europe, nous estimons que celles et ceux qui vivront le plus longtemps avec les conséquences des décisions d'aujourd'hui doivent avoir une réelle voix dans leur élaboration. Dans l'ensemble des pays étudiés, un constat s'impose : il s'agit d'une génération définie moins par l'idéologie que par des préoccupations concrètes et par le sentiment grandissant que le contrat social européen est fragilisé.

Cette tension traverse les cinq thèmes de ce rapport. En matière de retraites, les jeunes cotisent à des systèmes auxquels ils ne font pas pleinement confiance et s'attendent de plus en plus à travailler plus longtemps pour moins de garanties. Pour ce qui est du logement, la hausse des coûts retarde l'autonomie, la fondation d'une famille et la sécurité à long terme. Dans le domaine de la santé, l'accès actuel aux soins est aujourd'hui assombri par la crainte que le vieillissement des sociétés ne pèse encore davantage sur des systèmes déjà sous tension. En matière d'éducation, beaucoup considèrent encore les études comme un moyen d'accéder à de meilleures opportunités professionnelles, mais doutent que les systèmes actuels les préparent à des carrières plus longues et plus incertaines. En matière de travail, l'optimisme quant à la possibilité de trouver un emploi se heurte sans cesse aux bas salaires, à l'instabilité et au sentiment que le travail ne garantit plus l'indépendance.

Pris dans leur ensemble, ces constats dessinent deux trajectoires possibles. Dans la première, les jeunes générations travaillent plus longtemps, épargnent moins, repoussent les grandes étapes de la vie et supportent une pression fiscale accrue et des dépenses de santé en hausse, tout en se montrant de plus en plus défiantes à l'égard des institutions. Dans la seconde, le vieillissement devient le catalyseur d'un renouvellement du contrat social européen, obligeant les responsables politiques à considérer les retraites, le logement, la santé, l'éducation et le travail comme des piliers interdépendants de la stabilité sociale et de la confiance démocratique.

Les constats présentés dans ce rapport appellent à une prise de conscience lucide des changements à venir. Les dirigeants européens devraient cesser de considérer le vieillissement démographique comme une tendance de fond et y répondre comme au défi structurel qu'il est devenu. S'ils échouent, il ne s'agira pas seulement d'une dérive des politiques publiques, mais d'une érosion plus profonde de la confiance entre les générations. S'ils réussissent, le vieillissement peut encore devenir un moment de renouveau plutôt que de déclin.

La prochaine étape consiste à faire en sorte que ces constats ne restent pas sans suite. Nous nous appuierons sur cette étude pour placer les préoccupations des jeunes au cœur du débat politique, en interpellant les décideurs à Bruxelles et dans l'ensemble des États membres sur les choix nécessaires pour relever les défis d'une Europe vieillissante. En mettant ces données au service du débat public et de l'action politique, nous entendons contribuer à transformer les préoccupations des jeunes Européens en un programme d'action intergénérationnelle en faveur d'une plus grande équité en matière de retraites, de logement, de santé, d'éducation et de travail.

Méthodologie

L'enquête a également recueilli des données socio-économiques importantes sur les répondants : situation professionnelle ou d'études, soutien financier de la famille, responsabilités d'aidant et personnes à charge, orientation politique, lieu de résidence actuel et situation de logement. Ces variables n'ont pas servi au recrutement, mais ont permis une analyse allant au-delà des résultats agrégés par pays, notamment par sous-groupes.

Les répondants ont été recrutés selon la même méthodologie dans chaque pays, avec des contrôles de qualité appliqués pendant la collecte des données et complétés par un nettoyage de ces dernières en vue de l'analyse statistique, ce qui permet de disposer d'une base fiable pour identifier des tendances, des différences et des préoccupations communes d'un pays à l'autre.

Cette étude a interrogé 2 000 citoyens âgés de 18 à 35 ans dans six pays européens :

- **Danemark**
- **France**
- **Allemagne**
- **Italie**
- **Pologne**
- **Espagne**

Elle a été conçue pour recueillir des résultats solides et comparables sur les opinions et les expériences des jeunes adultes dans différents contextes nationaux. Des échantillons de taille égale ont été utilisés dans chaque pays. Une méthode d'échantillonnage ciblée par quotas a été appliquée, les répondants étant sélectionnés de manière à respecter des quotas prédéfinis d'âge, de genre et de nationalité, afin d'assurer une représentation équilibrée de ces principaux groupes.

France : l'inquiétude en matière de santé et la quête de sécurité

Les jeunes en France affichent le niveau d'optimisme le plus faible de l'étude. Seuls 61 % se disent confiants quant aux dix prochaines années, soit le niveau le plus bas parmi les six pays, tandis que 34 % se montrent pessimistes. Ce pessimisme varie peu selon l'âge : les écarts entre les répondants les plus jeunes et les plus âgés sont faibles. Par rapport aux autres pays de l'échantillon, la France se distingue aussi par la plus forte concentration des inquiétudes sur un seul sujet : 44 % citent la santé comme leur principale préoccupation, la part la plus élevée pour une préoccupation placée en tête dans l'ensemble de l'étude.

L'échantillon français complet compte 334 personnes âgées de 18 à 35 ans, réparties de façon presque égale selon le genre et entre les trois tranches d'âge. Environ trois quarts occupent un emploi, tandis que 26 % sont actuellement sans travail. Les jeunes en France abordent l'âge adulte avec une grande autonomie : 57 % ne reçoivent aucun soutien financier de leur famille, soit le niveau le plus élevé de l'étude, et 28 % vivent seuls, un niveau globalement comparable au Danemark et à l'Allemagne, et en net contraste avec la dépendance familiale observée en Espagne et en Italie.

Retraites: lassitude face aux réformes et confiance fragile

Une préoccupation visible, mais pas toujours bien comprise

Sans être la préoccupation dominante, les retraites constituent la deuxième inquiétude la plus souvent citée en tête par les jeunes en France, et le sujet où les écarts selon le genre et la situation professionnelle sont les plus marqués dans les données. Les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes d'en faire leur première préoccupation (25 % contre 13 %), même si les femmes la mentionnent à des taux comparables plus bas dans leur classement. Les personnes en emploi sont plus de deux fois plus nombreuses à la classer en premier que les personnes sans emploi (22 % contre 10 %), ce qui traduit sans doute un groupe déjà tourné vers la sécurité à long terme, tandis que celles qui n'ont pas de travail restent concentrées sur des pressions plus immédiates. Les écarts sont plus limités selon l'âge et le lieu de vie : l'inquiétude progresse légèrement, de 17 % chez les 18-25 ans à 22 % chez les 31-35 ans, et les citadins sont un peu plus enclins que les habitants de zones rurales à la citer en premier.

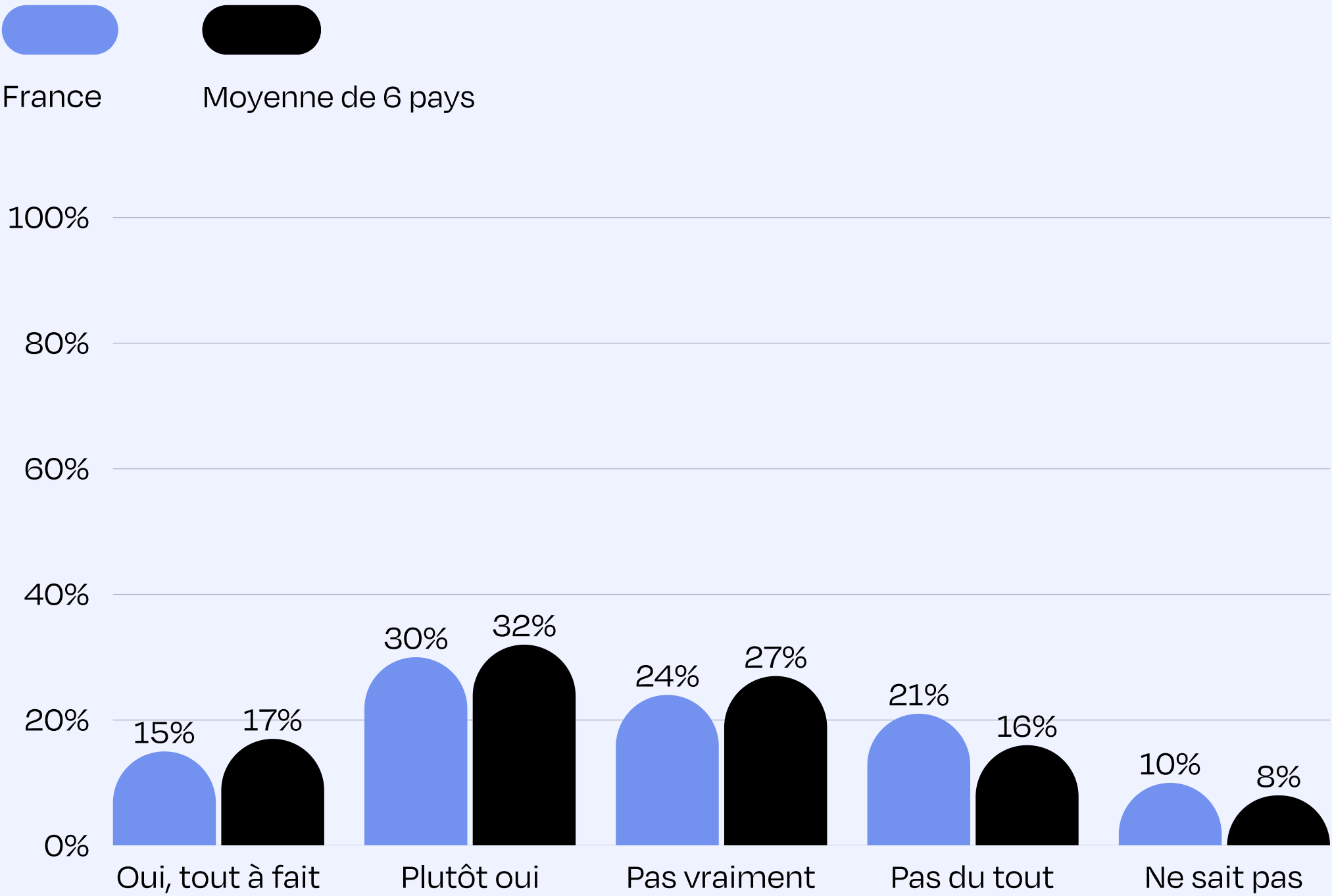
La connaissance du fonctionnement des retraites est inégale, mais les données suggèrent que ce n'est pas elle qui nourrit l'inquiétude. Seuls 21 % déclarent bien comprendre le système, 46 % font état d'une connaissance moyenne et 33 % d'une faible connaissance, un écart là encore le plus marqué selon le genre, les hommes étant deux fois plus susceptibles que les femmes de se sentir bien informés. Pourtant, les opinions sur le système, elles, sont beaucoup plus tranchées.

Cotiser sans grande confiance

Six sur dix jugent le système à bout de souffle, une opinion largement partagée, quels que soient l'âge, le genre et l'orientation politique. Si 48 % des jeunes en France ont déjà commencé à cotiser à un régime de retraite, cela ne se traduit pas par de la confiance. Près de la moitié doutent ouvertement que leurs cotisations suffiront à les faire vivre une fois à la retraite, le scepticisme étant le plus fort chez les 31-35 ans, génération pour qui la retraite commence à devenir une perspective concrète. L'inquiétude autour des retraites soulève ainsi une question plus large : les jeunes peuvent-ils encore compter sur le contrat social à long terme ?

Le soutien à la réforme est nuancé. Une majorité (53 %) estime qu'une réforme est nécessaire mais qu'elle devrait éviter les mesures impopulaires, tandis que 34 % admettent que des mesures difficiles pourraient s'imposer. Cela reflète une génération consciente des tensions du système, mais encore prudente quant à la question de savoir qui devra en supporter le coût.

Confiance dans le fait que les cotisations de retraite seront suffisantes pour assurer la retraite en France vs Moyenne de 6 pays



Une retraite espérée plus tôt, une confiance plus faible

La France se distingue des autres pays par une proportion importante de jeunes qui envisagent encore un départ à la retraite relativement précoce. Trente-quatre pour cent estiment pouvoir partir entre 65 et 69 ans, mais une part encore plus élevée (43 %) envisage un départ avant 64 ans. Seuls 11 % anticipent un départ après 70 ans, soit le niveau le plus faible de l'étude. Ce profil contraste nettement avec les pays où le report de l'âge de départ à la retraite est davantage accepté. En France, l'allongement de la vie active semble moins accepté, ce qui explique en partie pourquoi les retraites restent un sujet aussi sensible.

Dans le même temps, les préférences sont partagées à parts égales. Quarante-trois pour cent préféreraient partir plus tôt avec une retraite plus faible, et une proportion identique choisirait de travailler plus longtemps en échange de prestations plus élevées. L'absence de majorité claire révèle une génération partagée : une partie reste attachée à l'idée d'un départ plus précoce, tandis qu'une autre accepte davantage le lien entre durée de cotisation et niveau de pension.

Les retraites comme enjeu politique structurant

La question des retraites influence les choix politiques ou partisans de 66 % des jeunes en France, un niveau comparable à celui observé pour la santé et proche des préoccupations liées au travail. Les retraites conservent donc un poids politique conséquent, même au sein d'une génération pour qui le départ est encore éloigné.

En France, les retraites ne se limitent pas à la question du revenu à l'âge de la retraite. Elles cristallisent des interrogations plus larges sur la capacité de l'État à préserver des droits acquis, à répondre aux défis du vieillissement démographique et à mener des réformes équitables.

Logement: une satisfaction relative sous contrainte économique

Un bon point de départ

Une nette majorité des jeunes en France (67 %) sont satisfaits de leur situation de logement actuelle, et seuls 13 % s'en disent insatisfaits. Ce constat globalement positif coexiste toutefois avec des contraintes qui apparaissent plus nettement lorsque l'on examine la situation de plus près.

La plupart des jeunes en France ont atteint une certaine autonomie résidentielle. Un peu plus de la moitié (52 %) vivent en couple, 28 % vivent seuls et 16 % habitent chez leurs parents. La situation varie sensiblement selon l'âge : 31 % des 18-25 ans vivent encore chez leurs parents, mais cette part chute nettement au fil de la vingtaine, 68 % des 26-30 ans vivant en couple. Les hommes sont plus susceptibles de vivre seuls (32 % contre 23 %), tandis que les femmes vivent plus souvent en couple (57 % contre 48 %).

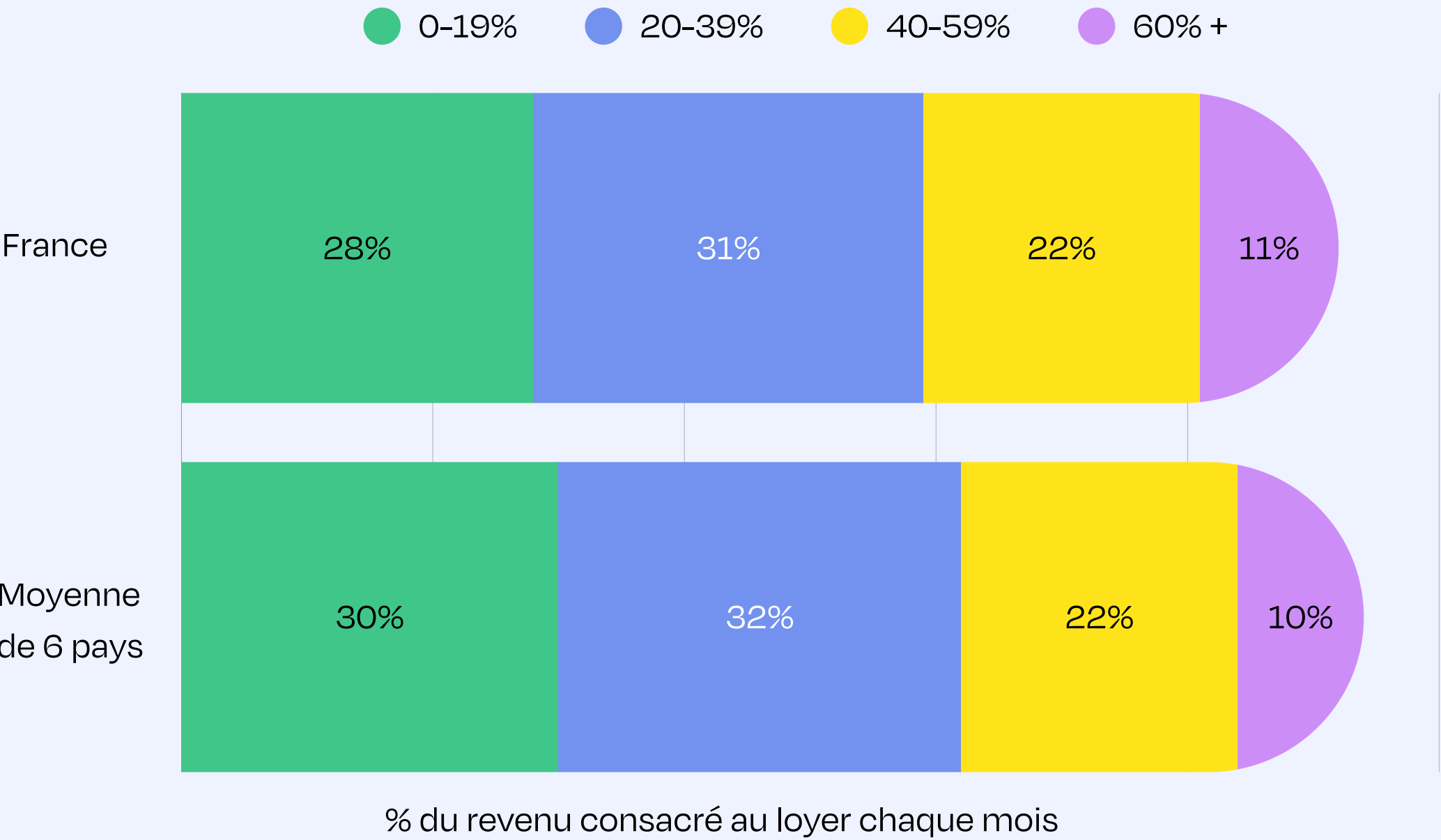
La France est le pays où le recours au soutien financier familial pour le logement est le moins répandu. Un peu plus de la moitié (55 %) n'ont reçu aucun soutien familial et n'en attendent pas, mais 25 % en ont déjà bénéficié et 18 % supplémentaires s'attendent à en bénéficier. Le recours à l'aide familiale est le plus fréquent chez les plus jeunes : 53 % des 18-25 ans ont reçu une aide ou s'attendent à en recevoir une, une proportion qui tombe à 32 % chez les 31-35 ans.

Un poids du logement concentré sur une minorité

En comparaison avec plusieurs autres pays, la proportion de jeunes confrontés aux coûts de logement les plus élevés y est plus faible. Trois répondants sur cinq, soit 60 %, consacrent moins de 40 % de leurs revenus au logement, tandis qu'environ un cinquième, soit 21 %, y consacrent 40 % ou plus. Ces résultats suggèrent que la pression liée au coût du logement ne touche pas l'ensemble des jeunes de manière uniforme. Elle se concentre plutôt sur une minorité importante, pour laquelle les dépenses liées au logement pèsent plus lourdement sur les choix de vie.

L'impact du coût du logement reste néanmoins très large. Ils influencent le lieu de vie ou le déménagement et les choix de transport pour 79 % des jeunes. Ils pèsent sur le choix de carrière pour 76 % et sur la planification financière à long terme pour 75 %. Ils influencent aussi les choix en matière de santé pour 71 %, les décisions concernant les enfants et la vie de couple pour 70 %, le type d'emploi et les projets d'études pour 68 %, et le fait de partager ou non un logement pour 57 %. Ces résultats montrent que, même lorsque le poids financier n'est pas le même pour tous, le logement pèse sur les choix de vie dans l'ensemble de la population.

Proportion du revenu mensuel consacrée aux frais de logement en France vs Moyenne de 6 pays



Le logement comme test politique

Le logement influence le soutien à un parti ou le choix de vote de 63 % des jeunes en France. C'est moins que l'éducation, le travail, les retraites et la santé, mais cela reste une nette majorité. En France, le logement semble être l'un des sujets à travers lesquels les jeunes évaluent la capacité de l'économie à leur offrir l'autonomie, la mobilité et la possibilité de fonder une famille.

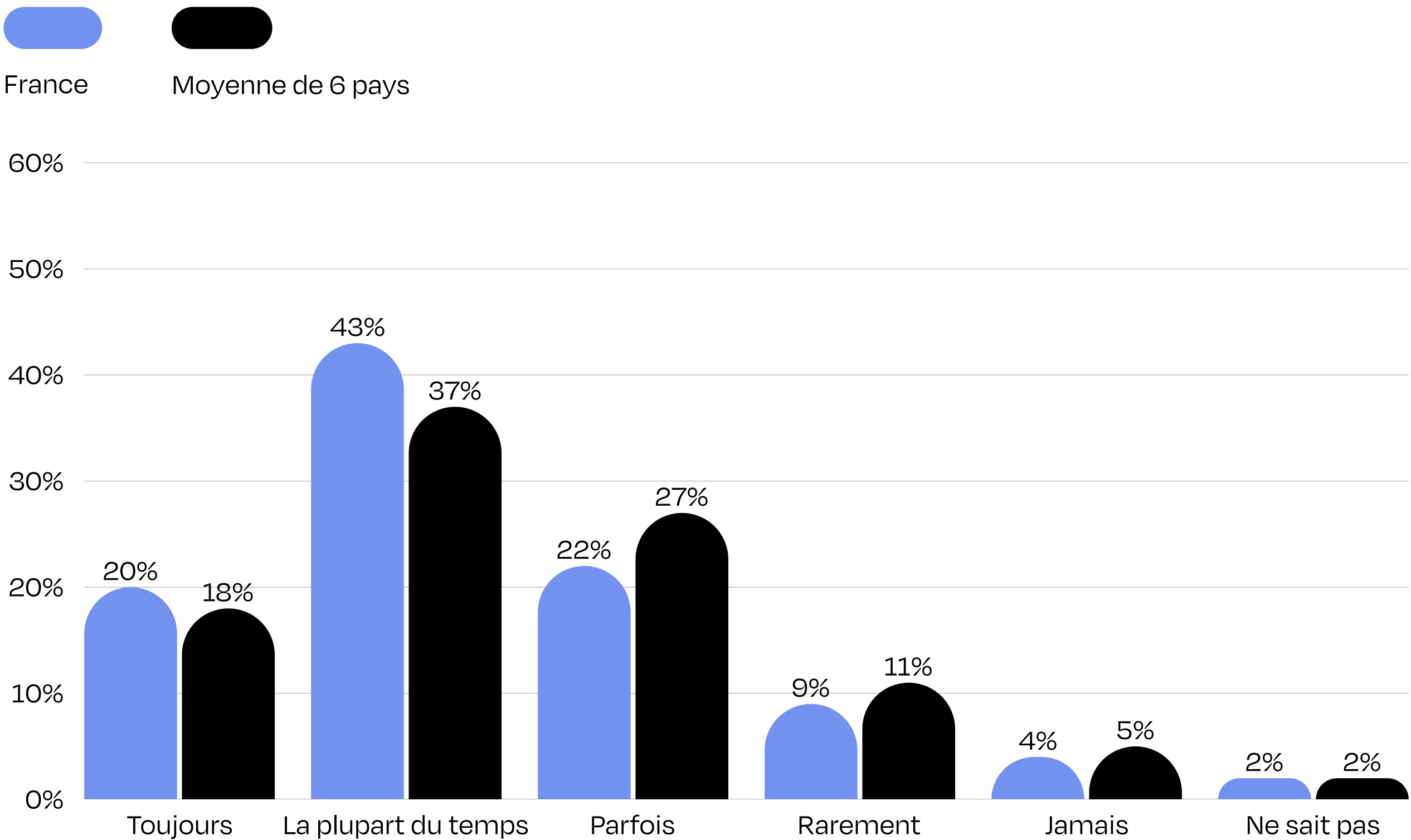
Santé: la principale source d'inquiétude

Une préoccupation majeure malgré un coût relativement abordable

La santé est la préoccupation première des jeunes Français. Quarante-quatre pour cent la classent au premier rang de leurs inquiétudes, loin devant tout autre sujet, et ce presque sans variation selon l'âge. Le genre et la géographie font en revanche apparaître des écarts importants : les femmes sont bien plus nombreuses que les hommes à en faire leur première inquiétude (49 % contre 38 %), et les habitants des zones rurales (51 %) la placent eux aussi plus souvent en tête que ceux des villes moyennes ou grandes (respectivement 43 % et 42 %).

Cette forte inquiétude est frappante, car le jugement porté actuellement sur le système n'est pas uniformément négatif. Soixante-huit pour cent estiment que les soins sont relativement abordables et 63 % considèrent que le système répond à leurs besoins, ce qui laisse penser qu'il existe un niveau de satisfaction globalement élevé.

Perception publique de la capacité du système de santé à répondre aux besoins individuels en France vs Moyenne de 6 pays



Les données détaillées permettent toutefois d'éclairer une partie de ces écarts. Seuls 59 % des habitants des zones rurales jugent les soins abordables, contre 70 % dans les villes moyennes ou grandes. Une disparité comparable s'observe selon le genre : 67 % des hommes déclarent que le système répond à leurs besoins, pleinement ou en grande partie, contre 59 % des femmes.

Dans leur ensemble, ces résultats suggèrent que les femmes et les habitants des zones rurales ne se montrent pas simplement plus préoccupés par la santé en général : ils font état d'expériences réellement moins satisfaisantes, pour des raisons bien précises — à savoir le coût des services dans les zones rurales, et les lacunes en matière de qualité ou d'adaptation des soins destinés aux femmes.

Prévention et prise en charge précoce

Près de deux tiers, soit 66 %, estiment que le gouvernement français devrait investir davantage dans la prévention plutôt que de se concentrer uniquement sur les soins curatifs. Ce niveau de soutien est légèrement inférieur à celui des autres pays, mais il représente tout de même une nette majorité. Cela montre que, comme ailleurs en Europe, les jeunes souhaitent un système de santé plus tourné vers l'avenir. La prévention est importante car elle exige d'agir en amont et de limiter les pressions futures, plutôt que d'attendre que les problèmes s'aggravent.

Le vieillissement et le partage des responsabilités

Les répondants français sont plus nombreux à considérer que les soins aux personnes âgées devraient être assurés par des services professionnels de soins à domicile plutôt que par des proches. Quarante-sept pour cent citent les services professionnels à domicile comme première solution, tandis que 36 % comptent sur la famille proche et seuls 9 % mentionnent les maisons de retraite. La France se rapproche ainsi davantage du Danemark et de l'Allemagne que des pays où l'on attend des familles qu'elles jouent un rôle prépondérant, ce qui témoigne d'un clivage nord-sud marqué dans la manière d'envisager le partage des responsabilités en matière de soins.

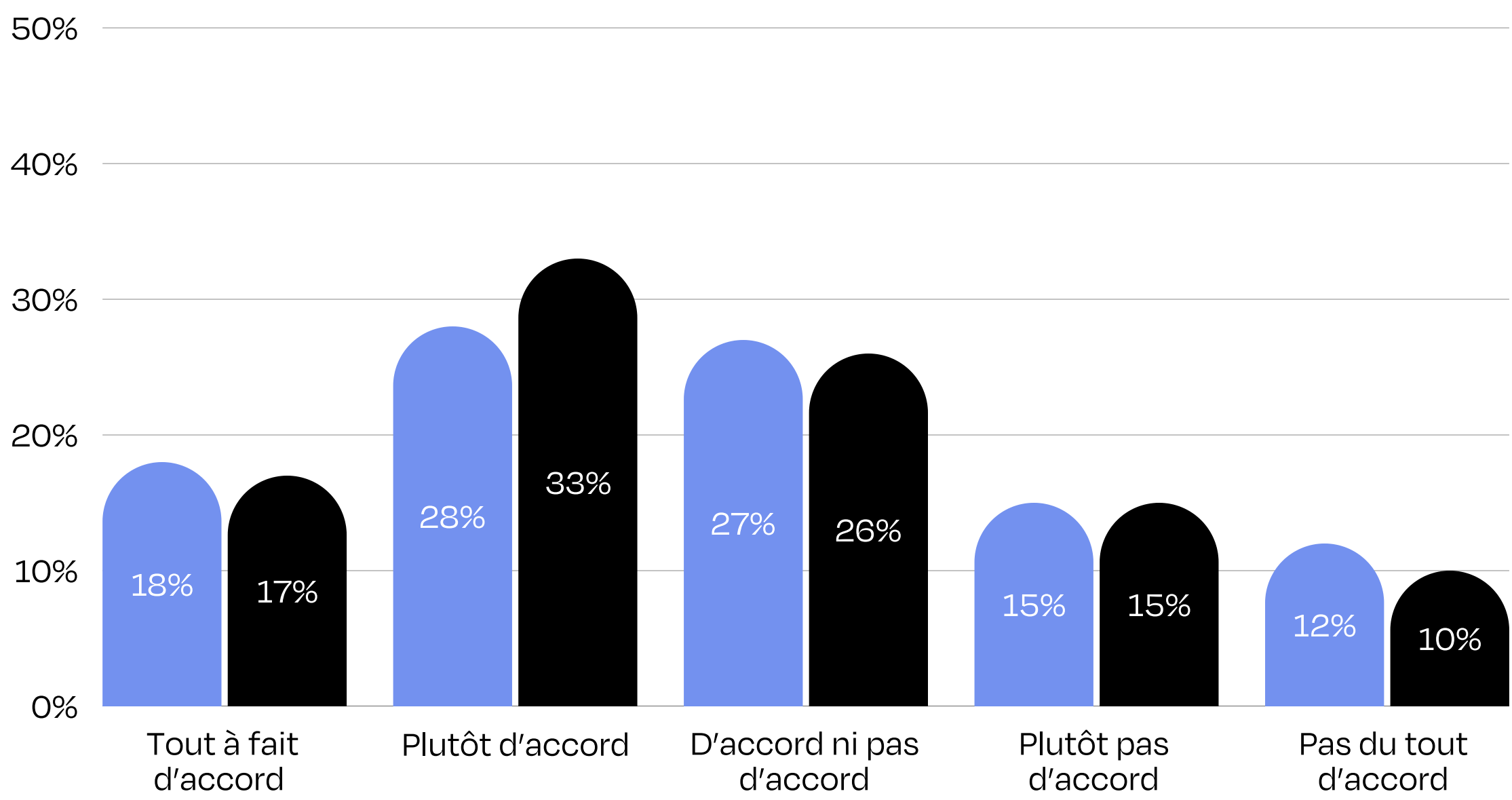
Soins, impôts et solidarité sociale

Soixante et un pour cent sont favorables à une garde d'enfants financée par l'État, même si cela implique une hausse des impôts, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays de l'étude. Conjuguée à la préférence pour une prise en charge professionnelle des personnes âgées, cette donnée traduit une attente cohérente : les responsabilités liées aux soins devraient être assumées par des dispositifs publics organisés plutôt que laissées principalement aux familles.

La santé, enjeu personnel et politique

La santé influence le soutien à un parti ou le choix de vote de 66 % des jeunes en France. C'est une large majorité, mais le chiffre est moins élevé qu'on pourrait l'attendre étant donné que la santé est la première de leurs préoccupations. Cela suggère que la santé est un sujet à la fois très personnel et lié aux perspectives à long terme, mais qui ne se traduit pas toujours directement dans le choix d'un parti politique.

Se former face à une démographie en mutation



Des doutes sur la préparation au monde du travail

L'éducation est, parmi les cinq domaines étudiés, a le plus de poids dans les choix politiques des jeunes en France : elle influence le soutien à un parti ou le choix de vote de 70 % des jeunes, alors même que seuls 2 % en font leur principale préoccupation. Son poids politique tient sans doute à son lien avec les perspectives, l'employabilité et la capacité à rebondir à l'avenir. Moins de la moitié des jeunes (46 %) estiment que le système éducatif prépare bien au marché du travail actuel, tandis que 27 % ne sont pas d'accord. Beaucoup semblent douter que les formations proposées correspondent aux réalités du travail, des salaires, des compétences et du changement technologique.

Perception de la capacité de l'éducation à préparer les gens au marché du travail actuel en France vs Moyenne de 6 pays



La préférence pour les formations pratiques

Une nette majorité, 65 %, estime que les programmes publics devraient accorder davantage de place aux formations préparant directement à un métier, plutôt que de privilégier les études universitaires. Cela suggère que les jeunes souhaitent un meilleur équilibre entre diplômes classiques et filières menant directement à l'emploi.

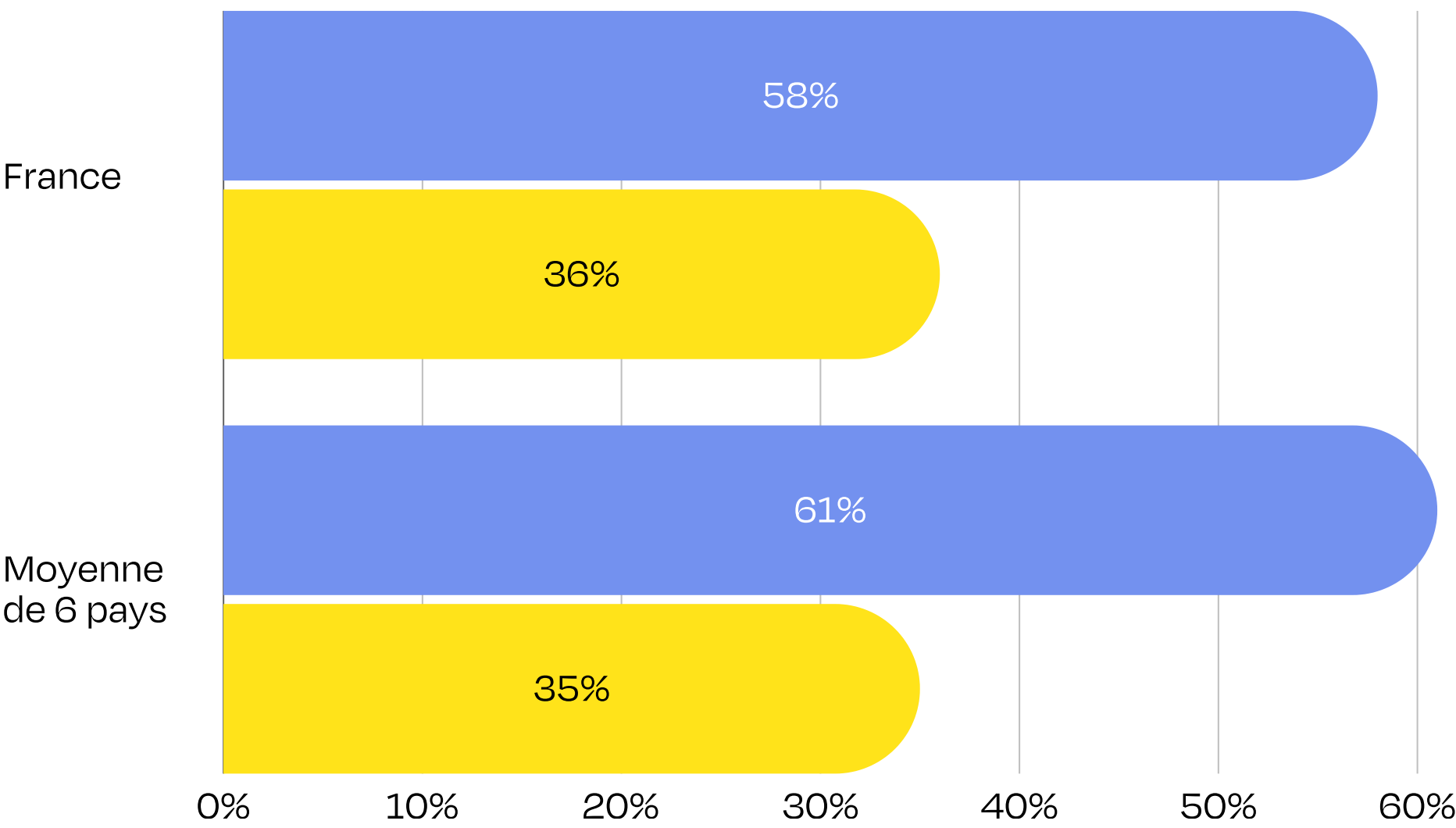
Les voies privilégiées pour acquérir de nouvelles compétences confirment cette orientation pratique. L'expérience professionnelle arrive en tête, à 26 %, suivie de près par les plateformes de formation en ligne et les établissements d'enseignement classique, tous deux à 24 %. Les projets de proximité, les initiatives de la société civile et le bénévolat sont bien moins cités. Cette répartition montre que les jeunes accordent une place importante à l'apprentissage par la pratique, tout en considérant les formations classiques et en ligne comme des moyens complémentaires de développer leurs compétences.

De l'éducation à la formation tout au long de la vie

Deux tiers, 66 %, estiment que le gouvernement devrait investir davantage dans les possibilités d'acquérir de nouvelles compétences tout au long de la vie active. Cette attente s'étend également aux transformations liées à l'IA. Soixante-quatre pour cent sont favorables à une aide publique, financière ou sous forme de reconversion, pour les travailleurs dont l'emploi est menacé par l'IA.

Le travail dans une économie vieillissante

Confiance dans les perspectives d'emploi futures en France vs Moyenne de 6 pays



Une confiance modérée, une tension économique manifeste

Les jeunes en France affichent une confiance modérée à l'égard du travail, mais sont loin de se sentir en confiance. Cinquante-huit pour cent se disent confiants quant à leurs perspectives d'emploi, contre 36 % qui ne le sont pas, avec un écart notable selon le genre : 63 % des hommes se sentent en confiance, contre 53 % des femmes. Parallèlement, la confiance dans la possibilité de trouver un emploi stable et décent est globalement plus élevée, à 68 %, mais elle masque une différence marquée selon l'âge. Les 31-35 ans sont nettement moins confiants (61 %) que les plus jeunes, les 18-25 ans (75 %), ce qui laisse penser que la confiance diminue à mesure que les jeunes avancent dans la vie active. Ces deux chiffres clés se situent sous la moyenne des six pays et bien en deçà des niveaux observés dans les pays les plus confiants, comme le Danemark. Le travail apparaît ainsi comme une préoccupation politique importante. Les questions liées au travail influencent le soutien à un parti ou le choix de vote de 68 % des jeunes en France, ce qui en fait le deuxième domaine qui pèse le plus dans leurs choix politiques, juste derrière l'éducation.

Quand les salaires ne suivent plus le coût de la vie

La tension économique la plus nette apparaît dans la perception des salaires. Quarante-sept pour cent des jeunes en France estiment que les salaires ne progressent pas au même rythme que le coût de la vie, dont 33 % jugent qu'ils ne suivent pas du tout cette évolution. Seuls 24 % pensent que les salaires sont en adéquation avec elle. C'est un signal fort du fait que le travail n'est pas toujours perçu comme un moyen sûr d'accéder à l'indépendance. Même lorsque des emplois sont disponibles, beaucoup estiment que leur rémunération ne suffit pas à suivre l'augmentation des dépenses du quotidien.

Les données détaillées montrent que cette pression n'est pas ressentie de la même manière par tous. L'écart entre les genres est prononcé : 54 % des femmes estiment que les salaires progressent moins vite que le coût de la vie, contre 40 % des hommes. La situation géographique compte aussi : 56 % des répondants ruraux partagent cet avis, contre 42 % dans les grandes villes, un écart aussi important que celui observé entre les genres. Par ailleurs, le pessimisme exprimé à l'égard des salaires s'accroît avec l'âge, passant de 44 % chez les 18-25 ans à 53 % chez les 31-35 ans, faisant écho à ce que l'on observe en matière de confiance dans l'emploi.

Rémunération, stabilité et accès à l'emploi

Il n'est donc pas surprenant qu'une rémunération juste soit la priorité dominante des répondants en ce qui concerne la vie professionnelle à venir en France, citée par 30 % des jeunes et arrivant en tête dans tous les groupes démographiques. La stabilité de l'emploi suit, à 22 %, devant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (12 %) et la flexibilité (10 %). Tous les groupes n'accordent toutefois pas la même importance à ces priorités. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de citer une rémunération juste (34 % contre 27 %) et deux fois plus enclines à privilégier l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (16 % contre 8 %), tandis que les hommes accordent plus d'importance à la flexibilité et à l'autonomie. Les répondants ruraux sont, de tous les sous-groupes, les plus attachés à la rémunération, à 38 %, un résultat qui rejoint leur pessimisme plus marqué à l'égard de l'évolution des salaires. D'autres critères — autonomie, impact social ou environnemental, progression de carrière, créativité — arrivent globalement plus loin. Les jeunes ne sont pas indifférents au sens qu'ils donnent à leur travail ou à la flexibilité, mais la sécurité matérielle reste leur priorité.

Interrogés sur ce qui améliorerait leurs perspectives, les jeunes privilégient des mesures facilitant concrètement l'accès à l'emploi. Davantage de programmes de formation et de développement des compétences recueillent 61 % de soutien, l'accès aux emplois de premier échelon 56 %, de meilleurs stages 50 % et l'aide à la mobilité 48 %. Le soutien à l'entrepreneuriat ainsi que le mentorat ou les conseils d'orientation ont également leur importance, mais se situent un peu plus bas. Cette répartition suggère que les jeunes attendent des institutions et des employeurs qu'ils rendent l'accès à un emploi décent plus simple et plus concret.

L'IA comme opportunité, mais une confiance qui varie selon les profils

Les jeunes en France considèrent généralement l'IA et l'automatisation comme une opportunité plutôt qu'une menace. Quarante-neuf pour cent s'attendent à ce que l'IA améliore leurs perspectives de carrière, contre seulement 23 % qui pensent qu'elle les dégradera, plaçant ainsi la France juste au-dessus de la moyenne des six pays. Cet optimisme n'est toutefois pas partagé de façon égale. L'écart selon le genre est le plus marqué : 60 % des hommes s'attendent à une amélioration de leurs perspectives, contre seulement 39 % des femmes. Celles-ci sont près de deux fois plus nombreuses que les hommes à anticiper une dégradation de leurs perspectives (30 % contre 16 %). Le niveau d'optimisme recule fortement avec l'âge, de 64 % chez les 18-25 ans à 41 % chez les 31-35 ans. La situation géographique représente un autre clivage : 58 % des habitants des grandes villes anticipent une amélioration, contre seulement 38 % dans les zones rurales, faisant écho aux écarts géographiques observés en matière de salaires.

Immigration et pénuries de main-d'œuvre

Les jeunes en France reconnaissent largement le rôle de l'immigration pour répondre aux pénuries de main-d'œuvre. La santé suscite le soutien le plus fort : 63 % conviennent que l'immigration est nécessaire pour répondre aux pénuries de personnel dans le secteur. L'adhésion est également solide dans les secteurs de la technologie (58 %), l'industrie (55 %), et l'éducation, tout comme dans les services ou l'hôtellerie-restauration (54 % chacun) et l'agriculture (52 %). Dans tous les secteurs, les répondants favorables à l'immigration sont nettement plus nombreux que ceux qui y sont opposés.

Les répondants les plus jeunes semblent plus ouverts que leurs aînés, les 31-35 ans formant le groupe le plus sceptique sur l'ensemble des secteurs : le soutien à l'immigration dans l'agriculture, par exemple, atteint 60 % chez les 18-25 ans mais retombe à 43 % chez les 31-35 ans. Les habitants des grandes villes sont eux aussi systématiquement plus favorables que les habitants des zones rurales, en particulier dans l'industrie (66 % contre 43 %).

Emploi et mobilité

Une large majorité, 69 %, estime que de meilleures perspectives existent peut-être à l'étranger, un chiffre qui correspond à la moyenne des six pays. Cette proportion est un peu plus élevée chez les 26-30 ans (76 %), groupe le plus avancé dans sa vie professionnelle sans s'être encore stabilisé. Cette ouverture vers l'étranger illustre bien ce qui ressort des données : pour une part importante des jeunes en France, le marché du travail national n'est pas encore perçu comme capable d'offrir la rémunération, la stabilité et la sécurité qu'ils réclament.

Conclusion : une génération en quête de sécurité

Les données françaises font apparaître une génération qui aborde les premières années de l'âge adulte avec une confiance limitée. C'est la génération la moins optimiste de l'étude, et les résultats dans les cinq domaines permettent de comprendre ce qui nourrit ce sentiment. La santé arrive en tête de leurs préoccupations, notamment en raison d'une expérience du système de santé moins satisfaisante chez les femmes et dans les zones rurales, mais aussi d'une confiance moindre dans la capacité du système à répondre aux pressions qui pèsent sur lui. De même, les retraites suscitent des interrogations sur la capacité du système à garantir une retraite suffisante à l'avenir, alors même qu'une partie des jeunes a déjà commencé à cotiser. La satisfaction à l'égard du logement est relativement élevée, mais elle coexiste avec des contraintes financières qui pèsent sur les choix de vie d'une part importante des jeunes. L'éducation est le domaine qui pèse le plus dans les choix politiques, alors même qu'elle est peu citée comme préoccupation, ce qui suggère que ce que les jeunes évaluent avant tout, c'est la capacité des institutions à les préparer à leur avenir professionnel. Enfin, le travail s'impose comme un enjeu politique non pas seulement parce que les emplois sont difficiles à trouver, mais parce que, même lorsqu'ils existent, la rémunération est largement perçue comme ne progressant pas au même rythme que le coût de la vie.

Les jeunes en France ne se détournent pas des institutions publiques ; ils attendent d'elles des réponses concrètes à leurs préoccupations. Les 69 % qui pensent que de meilleures perspectives existent à l'étranger traduisent moins un désir de partir qu'un constat sur le marché du travail en France et les perspectives qu'il leur offre aujourd'hui. Le message central des données françaises est simple : les jeunes veulent pouvoir compter sur des institutions capables de leur offrir une sécurité économique et sociale durable et équitable.

Making European democracy fit for the 21st century

info@debatingeurope.eu

www.debatingeurope.eu

